

Berne, le 25 août 1978

Résumé de la note ci-jointe
au Chef du Département

La Yougoslavie après Tito

Celui qui veut tirer quelques conclusions pour l'avenir, doit examiner de manière approfondie le combat entre les forces centrifuges et centripètes qui domine la scène politique yougoslave et préoccupe principalement ses dirigeants.

La menace constante que l'URSS fait peser sur la Yougoslavie constitue avec les relations tendues entre les différentes nationalités à l'intérieur l'un des problèmes centraux de cette fin de règne du Maréchal Tito. Afin de mettre en échec les forces centrifuges, les dirigeants yougoslaves ont adopté une attitude pragmatique dans des domaines tels que la défense nationale, le système politique, l'économie et les relations avec l'étranger.

Le niveau actuel de développement, qui s'est considérablement élevé depuis 1946, est un facteur important d'intégration. Partisan à ses débuts d'un système autarcique, le Président Tito ne tarde pas à se rendre compte que les problèmes économiques yougoslaves ne peuvent être résolus si le pays reste fermé; aussi accepte-t-il les conséquences d'une pénétration des influences étrangères et une plus grande vulnérabilité de l'économie. Un large recours aux crédits extérieurs stimule le développement et permet au gouvernement de renforcer sa position à l'intérieur du pays.

La politique étrangère yougoslave, caractérisée par le souci de Président Tito de maintenir l'indépendance et la cohésion d'un pays menacé par des forces traditionnellement déstabilisantes, s'aligne d'abord sur celle de l'URSS. La rupture avec Staline marque le début d'une évolution dont le résultat ultime et une politique étrangère tournée toujours plus résolument vers le Tiers-Monde, politique plus connue sous le nom de non-alignement. Cette forme originale de relations avec l'étranger à l'avantage de rencontrer une approbation générale dans le pays grâce à la stature internationale qu'elle donne au Président Tito et à l'Etat yougoslave. Elle va aussi de pair avec la stratégie économique d'interdépendance en s'associant à la politique d'ouverture envers les investisseurs privés en provenance des USA, de la RFA, de l'URSS, du Koweït et de la Libye. Ces considérations nous permettent de penser que les relations entretenues par la Yougoslavie avec d'autres Etats ou groupe d'Etats ne devraient pas se modifier.

Dire à présent quel sera le résultat de la confrontation après la disparition de Tito entre les forces de désintégration et la politique adoptée par les dirigeants yougoslaves, serait hasardeux. Ce que l'on peut constater par contre c'est que la Yougoslavie a en mains les instruments lui permettant de continuer l'oeuvre commencée par son président actuel. La continuité semble devoir être ces prochains temps la pierre angulaire de la politique yougoslave.

Berne, le 25 août 1978

Note au Chef du DépartementLa Yougoslavie après Tito1. LA FORMATION D'UN ETAT

L'Etat yougoslave unifié et indépendant ne date que de 1918. Des entités autonomes formées par les divers peuples slaves du Sud ont existé au Moyen-Age; mais à partir du XVe siècle, toutes les régions yougoslaves sont réparties entre divers occupants: l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman notamment. Les grandes puissances surent habilement tirer parti du manque de cohésion et d'organisation militaire, des conflits internes sans cesse renaissants et de l'absence d'une conscience nationale, particularités qui constituèrent les maladies endémiques du peuple slave tout au long de son histoire.

Au XIXe siècle se développe une lutte pour l'émancipation; Serbes et Monténégrins se libèrent du joug turc et dans les régions soumises à l'Autriche-Hongrie, une renaissance nationale apparaît, d'abord de contenu culturel (illyrisme croate) et revendiquant l'autonomie dans le cadre de l'empire. Parallèlement se fait jour le yougoslavisme, qui est une tendance à l'unification des divers peuples slaves du Sud. Cependant, les différences de langues, de religions, de cultures, de structures sociales qui séparent les divers groupes rendent difficile la réalisation de l'unification. Dans cette constellation de peuples, les Serbes jouent un rôle prépondérant. Centre de la vie politique et religieuse de tous les Slaves, de nombreuses fois au cours de l'histoire, les relations de la Serbie avec les autres nationalités ne vont pas sans problèmes, d'autant plus qu'elle entretient traditionnellement des rapports étroits avec la Russie.

Finalement, deux forces profondes accélèrent de manière décisive le processus d'intégration déclenché par le déclin des puissances limitrophes; la menace extérieure, représentée alors par les prétentions italiennes en Dalmatie, et les troubles sociaux à l'intérieur permettent le rapprochement des diverses tendances et donnent naissance en 1918 au royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Mais seule une main solide peut maintenir l'intégrité de l'Etat. A l'intérieur, les partis se heurtent haineusement; à l'extérieur, la convoitise des pays voisins est vive. Un régime semi-parlementaire dans une monarchie de type libéral ne parvient pas à faire diminuer la tension des peuples yougoslaves farouchement opposés et le 6 janvier 1929, le roi établit un régime dictatorial tout en donnant à son royaume le nom de Yougoslavie. A sa mort, en 1934, l'agitation reprend. Elle annonce les grands bouleversements provoqués par la 2ème guerre mondiale.

Pour répondre au soulèvement dans la capitale yougoslave à l'annonce de la signature d'un pacte faisant passer le pays dans l'orbite allemande, l'aviation de Goering, dans son expédition "Châtiment", écrase Belgrade et les forces armées sont défaites dans une guerre-éclair; la capitulation est signée en avril 1941 et le royaume dépecé. La résistance s'organise autour de deux groupements rivaux: l'un de Mihailovitch, représentant du Gouvernement royal en exil à Londres; l'autre, d'obédience communiste, dirigé par Tito. Elle s'oppose aux occupants allemands et aussi aux fascistes croates, les Oustachis, qui massacrèrent dans des conditions atroces plus de deux cent mille Serbes anciennement établis en Croatie. L'âpreté des combats et le nombre considérable de morts caractérisent cette période. Le mouvement communiste, plus efficace et énergique, se voit implicitement reconnaître, à la Conférence de Téhéran, une aide politique et militaire des Occidentaux; elle lui permettra de s'implanter solidement dans tout le pays au cours de durs combats de libération et de proclamer en 1945, après l'effondrement allemand, la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie.

Le nouveau Chef de l'Etat saura tenir compte des constantes qui se dégagent de l'histoire yougoslave - la menace extérieure (sa rupture en 1948 avec la Russie stalinienne expansionniste assoit définitivement son statut de héros national) et les conflits internes - en assurant à son pays jusqu'à aujourd'hui l'indépendance et la cohésion.

2. LE JEU DES FORCES PROFONDES

La Yougoslavie peut être comparée à un ensemble composite, soumis à des pressions opposées. Dans ce melting-pot des Balkans, le combat entre les forces centrifuges et centripètes est la préoccupation principale des dirigeants politiques. Il convient de l'examiner en profondeur si l'on veut en tirer quelques conclusions pour l'avenir.

2.1. Les forces centrifuges

Les forces centrifuges peuvent être classées en deux catégories, selon qu'elles sont endogènes ou exogènes. Le problème des nationalités - une des constantes de l'histoire yougoslave - appartient à la première, avec dans une moindre mesure celui de la religion, alors que la menace extérieure représentée par l'URSS - une autre constante - fait partie de la deuxième.

2.1.1. Les nationalités

Les responsables politiques considèrent les problèmes des nationalités comme un danger pour la cohésion nationale.

Au temps de la monarchie Karageorgevic, les Serbes occupaient une position dominante dans le groupe des nationalités yougoslaves. Ils formaient plus de la moitié de la population totale, alors qu'aujourd'hui, ils ne représentent plus que le 40 %. Ce sentiment de supériorité qui prévalait traditionnellement en Serbie s'est modifié ces derniers temps tout d'abord parce que, contrairement aux autres peuples, on ne trouve plus

de fortes personnalités serbes dans l'appareil directeur du Parti, ce qui provient de la méfiance de Tito envers ce peuple orthodoxe ayant toujours travaillé en étroite collaboration avec la Russie, et ensuite en raison du retrait forcé de positions considérées comme serbes dans d'autres républiques, en Bosnie et en Croatie notamment. Même en Serbie, certains pensent avoir été lésés dans leurs intérêts.

C'est le cas plus particulièrement de la province de Kosovo où la majorité albanaise exerce de fortes pressions en vue de constituer la 7ème république au sein de la Fédération yougoslave. Les Serbes ne sont pas prêts à donner suite à cette tentative de sécession, ceci pour plusieurs raisons: tout d'abord ils ne veulent pas risquer d'affaiblir leur position en abandonnant cette province aux Albanais qu'ils détestent, ensuite le fait que la ville de Kosovo soit l'ancienne capitale de l'Empire Serbe du Moyen-Age lui donne une importance presque mystique, mais surtout ils craignent que cette province devienne un gage dans les relations entre l'URSS et la Yougoslavie après la mort de Tito. En favorisant son indépendance, le Kremlin pourrait offrir le Kosovo à l'Albanie en échange de son retour dans le système d'alliance soviétique; les Serbes ne peuvent ignorer ce scénario, eux qui se sont toujours considérés comme les garants de l'intégrité yougoslave. Cette opération aurait pour effet de détruire le mythe de cette intégrité territoriale, de rétablir la présence soviétique en Adriatique, de lui donner le contrôle du détroit stratégique d'Otrante et d'encourager des mouvements séparatistes.

D'autres phénomènes sont ressentis par les Serbes de façon moins dramatique, mais avec tout autant de force, comme le déclin de l'alphabet cyrillique et les demandes encore timides de réhabiliter certains leaders nationalistes croates, victimes des purges de 1971.

En fait, les relations serbo-croates sont au centre de la question des nationalités en Yougoslavie. Il est essentiel de rappeler la violence extrême qui a caractérisé les relations entre ces deux peuples pendant et juste après la 2ème guerre mondiale, et dont nous avons parlé plus haut. On oublie trop souvent aussi de mentionner le rôle central joué par les Precani, minorité serbe de Croatie. Le ralliement aux communistes dès les premiers jours de la guerre leur ont permis d'obtenir une position politique influente, ce qui fait que pour les Croates, la Serbie n'est pas simplement la plus grande république en Yougoslavie; elle est la patrie d'un groupe de personnes très puissant en Croatie même. Lorsqu'un Croate pense à l'unitarisme ou à l'hégémonisme serbe, c'est aux Precani qu'il pense tout d'abord. Ce genre de climat est exactement celui qui convient à une puissance étrangère désirant accroître son influence dans le pays et si Moscou soutient les Precani, c'est parceque cela entre dans le cadre de sa politique et que cette minorité est partisane d'un système politique centraliste de type soviétique.

A l'heure actuelle, le pays est partagé en deux camps: d'un côté les nationalités fortement orientées vers l'Ouest comme les habitants de la Slovénie, de la Croatie, de la Dalmatie et de la Bosnie, et de l'autre les Serbes qui, comme on l'a vu plus haut, forment le groupe le plus important, tout en restant minoritaires face à l'ensemble des autres nationalités. Cette polarisation a été encore accentuée par le procès Perovic, communiste serbe accusé de menées pro-soviétiques, en avril dernier. Sa condamnation semble pour un moment avoir brisé l'influence russe au sein des communistes yougoslaves. Cependant, il serait faut de croire que le processus est terminé car l'URSS va à nouveau essayer de développer sa présence en Serbie, étant donné les liens étroits qui les unissent. Même s'il est aujourd'hui admis à Belgrade que le problème des nationalités ne devrait pas jouer un rôle de désintégration ces prochaines années en raison de la politique pragmatique des dirigeants, ceux-ci sont conscients qu'il faudra toujours en tenir compte.

2.1.2. Les Eglises

C'est dans ce contexte des nationalités que s'inscrit le problème des Eglises. Il faut rappeler que les différences entre les républiques de Yougoslavie sont avant tout religieuses. Alors que la Croatie et la Slovénie sont catholiques, la Serbie est orthodoxe et la Bosnie à majorité musulmane. Les communautés religieuses jouent encore un rôle important, notamment en Croatie, et les rapports avec l'Etat sont souvent tendus. Le régime yougoslave s'efforce depuis quelques temps de trouver avec l'Eglise un modus vivendi, dans la perspective du consensus politique qu'il faudra préserver après la mort du Président Tito. Les discussions dans les media sur la relation entre l'Eglise et l'Etat, l'attitude conciliante des autorités et les bons rapports entretenus avec le Vatican y contribuent largement.

2.1.3. L'URSS

Elle constitue avec les relations tendues entre les différentes nationalités à l'intérieur l'un des deux problèmes centraux de cette fin de règne du Maréchal Tito. La politique soviétique s'inspire apparemment de deux considérations: l'une est l'importance stratégique de la Yougoslavie, qu'il convient de ne pas laisser passer dans l'orbite de l'OTAN, mais plutôt de ramener dans la zone d'influence du Pacte de Varsovie pour les raisons énoncées plus haut. L'autre est le danger qu'une libéralisation trop poussée du régime yougoslave pourrait faire courir à l'influence soviétique chez les satellites d'Europe orientale. Une modification brutale de la situation en Yougoslavie après la mort de Tito verrait donc accroître le risque d'une intervention soviétique; le maintien de l'ordre et de la stabilité est une condition d'existence pour l'Etat yougoslave, s'il ne veut pas succomber à cette menace soviétique.

2.2. Les forces centripètes

Les forces centripètes - constituées par la politique des dirigeants yougoslaves destinées à mettre en échec les forces centrifuges - peuvent également être classées en deux catégories, selon qu'elles sont endogènes ou exogènes. L'armée, le système politique, les politiques économique et étrangère appartiennent à la première, alors que l'intérêt de l'Occident à une Yougoslavie stable fait partie de la deuxième.

2.2.1. L'armée

Pour le Président Tito, l'armée doit être un élément important permettant de garantir l'unité du pays. A côté d'une doctrine de défense totale qui intègre, comme dans l'armée suisse, aux opérations de l'armée de campagne celles de forces territoriales, il procède actuellement à une restructuration par crainte de pressions extérieures ou de troubles internes qui pourraient survenir après sa mort. Il s'agit avant tout de rétablir l'équilibre dans la troupe. Les Serbes forment aujourd'hui le 70 % du corps des officiers, alors qu'ils ne sont que le 40 % de la population. Seul le 14 % des officiers est d'origine croate, alors qu'ils pourraient être 23 % si l'on gardait une proportion normale. Le commandement de l'armée a donc décidé d'augmenter le nombre d'officiers croates et slovènes et d'offrir la possibilité à toutes les nationalités d'obtenir les postes clés qui jusque-là étaient réservés aux Serbes. Une fois son unité réalisée, l'armée pourra devenir le véritable ciment de la nation yougoslave que souhaite le Président Tito.

2.2.2. Le système politique

Lorsqu'ils accèdent au pouvoir, les dirigeants yougoslaves, conséquents envers les liens étroits qui les unissent à l'URSS, calquent leur système sur celui de leur modèle socialiste. Il y a un revirement après la rupture entre Tito et Staline; il se concrétise au début des années 50 par la nouvelle dénomina-

tion du Parti qui devient les Ligues Communistes Yougoslaves (LCY) et par l'apparition du système de gestion autonome chez les travailleurs. Les dirigeants yougoslaves commencent à souligner la différence entre les relations Parti - Etat selon leur modèle et celles qui prévalent dans les autres pays socialistes. Lentement, une stratégie de consensus se développe partant du principe que la confiance accordée par l'élite aux citoyens yougoslaves est le meilleur moyen de maintenir la cohésion nationale. Toute une série de mesures sont prises dans ce sens, de l'introduction de la participation dans les industries à l'acceptation graduelle des mécanismes du marché dans les années 60. Il est évident que le pays se dirige vers un système fédéral par l'abandon d'une partie des prérogatives du parti au profit d'entités décentralisées. Le point culminant de la décentralisation et de la dépolitisation est atteint en septembre 1970, lorsque Tito décide d'instaurer la Présidence d'Etat qui a presque un caractère confédéral, puisque après sa mort, le Président doit changer chaque année et être issu chaque fois d'une république différente.

Mais les troubles nationalistes de 1971 provoquent un profond revirement chez les dirigeants yougoslaves qui se traduit par une révision de la stratégie destinée à assurer la cohésion nationale. Ils abandonnent la théorie du consensus pour revenir à la tradition léniniste, surtout à l'intérieur des Ligues Communistes, où le pouvoir est fortement recentralisé aux dépens des organisations des différentes républiques. La notion de séparation rigide entre le Parti et l'Etat est aussi révisée. La Constitution de 1974 stipule que les délégués à l'Assemblée Fédérale Yougoslave doivent représenter l'opinion des institutions politiques et sociales qui les élisent, renforçant ainsi le rôle des travailleurs, et non leur propre conception du bien commun. Les solutions dictées par les mécanismes du marché sont maintenant vivement critiquées de même que le nationalisme et le carriérisme. Le changement principal est apporté à la Présidence de l'Etat, puisque la Constitution de 1974 stipule maintenant qu'elle est formée du chef des LCY et non plus du chef de

la Fédération. Même si pratiquement l'effet est nul, politiquement, la nuance est importante, puisqu'elle souligne le rôle dominant du Parti. Il faut reconnaître qu'en adoptant cette nouvelle politique, Tito crée un environnement beaucoup moins propice à ceux qui voudraient s'opposer au leadership du Parti central, ce qui explique aussi pourquoi le 11ème Congrès des LCY de juin 1978 a été marqué du sceau de la continuité de principes fondamentaux du Parti. Ce revirement s'inscrit bien dans la tradition yougoslave qui veut que les institutions politiques et leurs modifications contribuent toujours à l'accroissement du pouvoir du PC. Ceci n'est pas susceptible de modifier l'apathie politique qui règne sur une grande partie de la population; cette absence d'intérêt provient certainement de la domination du PC et d'une réaction au nombre très élevé de morts pendant la 2ème guerre mondiale, où souvent des conflits politiques dégénéraient en affrontements armés.

On ne peut nier le rôle du Parti Léniniste comme facteur d'intégration dans de nombreux cas, mais un caractère trop accentué serait également dangereux, car l'originalité des fondements du régime yougoslave - notamment le fait que les LCY sont considérées comme étant par tradition un Parti dont le poids n'est pas insupportable - serait grandement affaibli, ce qui aurait pour effet de déplaire à certains groupes sociaux (travailleurs qualifiés, cadres supérieurs dans les entreprises, intellectuels et ceux plus particulièrement concernés par leur appartenance à un groupe ethnique). Certaines innovations, dans les domaines de l'autogestion industrielle, du système des délégués et du rôle consultatif des républiques, introduites dans la Constitution de 1974 sont typiques du système développé par Tito et ont un caractère consensuel. Elles marquent aussi clairement la limite du retour au centralisme développé depuis 1971. Il est donc possible que ces groupes sociaux y voient là une compensation pour les changements intervenus dans le Parti, ce qui leur permet de mieux les accepter.

Le système politique yougoslave doit trouver sa voie entre le renforcement du rôle dirigeant du Parti tout en développant la démocratie autogestionnaire; cela nécessite l'adoption d'une politique pragmatique telle qu'elle existe depuis 1974. Les successeurs du Président Tito sauront y rester fidèles s'ils ne veulent pas bouleverser l'équilibre réalisé.

2.2.3. La politique économique

Il est aussi nécessaire de suivre l'évolution de la politique économique pratiquée par le Gouvernement yougoslave, car pour le Président Tito, le niveau actuel de développement, qui s'est considérablement élevé depuis 1946, est un facteur important d'intégration. Lorsqu'ils prennent le pouvoir, les dirigeants communistes adoptent une politique économique semblable à celle de l'URSS, avec pour concept principal un développement autarcique. Il faut attendre 1952 pour voir les premières réformes apparaître, notamment dans le domaine de la décentralisation et de la gestion. Elles ne deviennent cependant effectives que vers 1965, en raison de la forte préférence pour l'autarcie socialiste et nationaliste qui domine jusqu'au milieu des années 60. Dès 1966, Tito opte pour une stratégie économique dans laquelle l'indépendance ne joue pas le rôle prépondérant. Il est prêt à accepter les conséquences d'une pénétration des influences étrangères et une plus grande vulnérabilité de l'économie simplement parce qu'il s'est rendu compte que les problèmes de l'économie yougoslave ne peuvent être résolus si le pays reste fermé. On peut dire que de 1952 à 1966, la stratégie dominante est l'indépendance, alors que depuis la fin des années 60, les dirigeants sont plus conscients des problèmes causés par l'interdépendance. Ils sont soulignés par la crise conjoncturelle de 1974 à 1975 qui contraint plus de 200'000 travailleurs émigrés yougoslaves à rentrer dans leur pays où le marché du travail est déjà plus que saturé. Ces événements ne permettent cependant pas le retour à l'autarcie réclamée par certains, car les Yougoslaves sont déjà trop habitués à considérer l'environnement extérieur comme une partie de leur stratégie

globale de développement. La politique de consolidation qui suit les événements de 1971 permet à la Yougoslavie d'obtenir des crédits importants. Rien que pour l'année 1974, ils s'élèvent à 1'200 millions de dollars, dont plus de 200 en provenance des pays socialistes.

Ce financement continu est utilisé principalement dans les grands projets d'infrastructure et dans l'exploitation de matière premières. Ces branches de l'économie, négligées au début des réformes, jouissent maintenant de la priorité, avec les produits alimentaires et les matériaux de construction et permettent de satisfaire un nombre croissant de besoins. Cette politique sera poursuivie par tous les moyens; un relâchement résultant de la confrontation des difficultés intérieures à celles du marché mondial devra être surmonté. De plus, les dirigeants yougoslaves ont pu, par le biais de la politique économique et financière, renforcer leur position à l'intérieur du pays. Le niveau de développement atteint, même s'il n'est pas encore parfait dans toutes les républiques - le PNB par habitant de la province de Kosovo est semblable à celui du Ghana ou du Liberia, alors que celui de la Slovénie, la province la plus riche, égale le niveau de l'Italie centrale -, constitue un réel progrès par rapport à la situation de 1946. La contribution de l'économie à la stabilité du pays est évidente et ne manquera pas de faciliter la tâche difficile des successeurs du Président Tito.

2.2.4. La politique étrangère

L'histoire de la politique étrangère développée par Tito depuis la prise du pouvoir en 1946 montre de quelle façon celui-ci est parvenu à maintenir l'indépendance et la cohésion d'un pays menacé par des forces traditionnellement déstabilisantes. Après la 2ème guerre mondiale, les dirigeants yougoslaves s'alignent sur la politique étrangère soviétique comme ils le font en économie et avec le Parti Communiste. Ils sont persuadés de pouvoir concilier un stricte alignement avec une politique

étrangère indépendante dans des questions comme l'Albanie, Trieste, le Danube ou la création d'une Fédération balkanique. La rupture avec Staline marque la fin de cette illusion et le début d'une évolution dont le résultat ultime est une politique étrangère tournée toujours plus résolument vers le Tiers Monde, politique plus connue sous le nom de non-alignement. Sans entrer ici dans le détail, on peut dire qu'elle a d'emblée un succès considérable. Elle donne à l'Etat yougoslave et au Président Tito une stature internationale qui est accueillie très favorablement à l'intérieur du pays. Elle est la seule politique étrangère acceptable par toutes les fractions de la LCY, par toutes les différentes républiques de la Fédération yougoslave et par la plus grande partie de la population, étant donné les divergences existant entre chaque entité. Il est donc très probable que les successeurs du Président Tito ne changent rien à cette politique puisqu'elle rencontre l'approbation du plus grand nombre et qu'elle ne peut être que favorable à la stabilité. D'autre part, le non-alignement ira vraisemblablement toujours de pair avec la stratégie économique d'interdépendance. Bien qu'à l'origine le non-alignement ait été conçu comme un moyen permettant de se donner un champ de manoeuvre politique et d'éviter l'invasion du pays par des forces étrangères, il s'associe actuellement à une politique d'ouverture aussi grande que possible en économie, notamment envers des investisseurs privés en provenance des USA, de la RFA, de l'URSS, du Koweït et de la Libye. C'est là que se rejoignent ces deux forces d'intégration que sont les politiques économique et étrangère; elles nous permettent de penser que les relations entretenues par la Yougoslavie avec d'autres Etats ou groupe d'Etats ne devraient pas se modifier en cas de disparition du Président Tito. Si tel devait être le cas, la cause serait à rechercher plus dans des modifications extérieures à la Yougoslavie que dans son développement intérieur.

2.2.5. Intérêt occidental

Il reste enfin à citer l'importance que peut avoir pour la Yougoslavie le fait de savoir que le reste du monde s'accorde sur la nécessité de son indépendance et de son existence. Ce sentiment ne peut que renforcer la politique yougoslave destinée à mettre en échec les forces centrifuges. En outre, les pays occidentaux ont intérêt à déclarer ouvertement leur attachement à une Yougoslavie indépendante et à entretenir un certain doute quant à leur réaction en cas d'attaque soviétique. Il faut être conscient que des déclarations comme celle de Carter avant son élection ou l'énoncé de la doctrine Sonnenfeld risquent d'encourager les Soviétiques dans leur politique de déstabilisation en leur faisant croire qu'une intervention militaire ne serait pas si coûteuse.

3. APRES TITO ?

Ces quelques réflexions ont mis en évidence l'opposition permanente entre les forces de désintégration - nationalisme et menace extérieure principalement - et la politique adoptée par les dirigeants yougoslaves dans les domaines de l'armée, du Parti, de l'économie et de la politique étrangère. Dire à présent quel sera le résultat de cette confrontation après la disparition du Président Tito serait hasardeux. Ce que l'on peut constater par contre, c'est que la Yougoslavie a en main les instruments lui permettant de continuer l'oeuvre commencée par Tito. La continuité - terme si souvent entendu lors du dernier Congrès des LCY - semble devoir être ces prochains temps la pierre angulaire de la politique yougoslave.

Secrétariat politique

J. Cuendet

Copie à:

- Ambassade de Suisse, Belgrade
- Monsieur l'Ambassadeur A. Weitnauer
- Monsieur l'Ambassadeur E. Diez
- Monsieur l'Ambassadeur R. Bindschedler
- Monsieur l'Ambassadeur A. Hegner
- Monsieur l'Ambassadeur J. Iselin
- Monsieur l'Ambassadeur M. Heimo
- Madame l'Ambassadeur F. Pometta
- Monsieur l'Ambassadeur J. Cuendet
- Monsieur l'Ambassadeur E. Brunner
- Monsieur le Ministre J. Zwahlen
- Monsieur H. Renk
- Monsieur A. Greber
- Secrétariat du Chef du Département